



URGENCE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Dans la rue le 19 mars 2024 pour nos salaires, nos conditions de travail et nos services publics !

PARIS > 14 mars 2024

Tous les personnels du ministère de la Culture dans les bureaux, les ateliers, les musées, les monuments, les établissements nationaux d'enseignement supérieur, les domaines, les jardins, les chantiers de fouilles, sont appelés à rejoindre les cortèges des **manifestations** organisées partout en France le **19 mars 2024** pour regagner des conditions de travail et de salaires dignes et défendre des services publics menacés par des politiques d'austérité !

Partant du constat de l'absence de toute mesure salariale pour la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue, d'effondrement des rémunérations et de smicardisation des agent-es publics, **une journée de mobilisation unitaire** aura lieu le 19 mars prochain.

Loin de répondre à la question des rémunérations et des conditions de travail, le Président de la République a réaffirmé la perspective d'une loi « *historique* » pour la fonction publique visant à mieux reconnaître le « *mérite* ». Les personnels ne sont pas dans l'attente du « *mérite* » mais d'une rémunération qui permette de **vivre dignement de son travail** et qui soit prise en compte dans sa totalité (primes comprises) pour le calcul de leurs pensions. Elles et ils sont fondés à exiger des moyens pour accomplir leurs missions d'intérêt général dans des conditions dignes et à la hauteur des enjeux de société.

NOUVELLE(S) PURGE(S) BUDGÉTAIRE(S) : IL FAUT LES ARRÊTER !

Alors que **413 milliards de dépenses militaires** sont alloués et sanctuarisés pour les 6 prochaines années, le Gouvernement prélève 10 milliards sur les services de l'État et annonce des coupes encore plus massives. Ce faisant, il ampute toute une série de politiques publiques de leur financement : *logement, environnement, éducation nationale, enseignement supérieur et recherche, emploi, culture, etc.* L'ensemble des administrations de l'État et ses opérateurs seront une fois de plus saccagés, des **milliers de postes seront supprimés** dans la Fonction Publique d'État. Bercy n'exclut pas d'« *aller plus loin* » dans le cadre d'un projet de loi de finances rectificatif dès cette année 2024, et exige des ministères des économies pérennes sur les années suivantes (2025-2026) pouvant atteindre un montant total de 50 milliards d'euros.

CULTURE : LA CRÉATION, LE SPECTACLE VIVANT, LE PATRIMOINE ET LES PERSONNELS SACRIFIÉS

Emplois, salaires, missions, conditions de travail des auteur-es, artistes, technicien-nes, personnels administratifs et d'accueil, intermittent-es ou permanent-es, enseignants, chercheurs, archéologues... Tous les travailleurs et les travailleuses sont dans le viseur du gouvernement !

Le **ministère de la Culture perd plus de 204 millions d'euros** de crédits pour l'année 2024 sur ses missions essentielles (Patrimoine, Création, Soutien aux politiques du ministère de la Culture dont 3.2 millions d'euros de masse salariale) malgré les promesses faites lors de la présentation du budget 2024. Le gel des salaires jusqu'à la fin du quinquennat n'est pas explicite mais les personnels bien informés ne sont pas dupes.

EGALITE FEMMES HOMMES : 9,1% DU BUDGET AMPUTÉ

La grande cause du quinquennat est sinon une cause perdue, du moins une cause qui perd beaucoup. Amputé de 7 millions, le budget alloué à l'égalité femmes/hommes connaît une des plus fortes baisses : 9,1%.

ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES : LA MISSION LA PLUS TOUCHEE

Alors que Macron se targuait d'une augmentation annuelle de plus de 7 Milliards d'euros du budget de la transition climatique, l'illusion n'aura pas duré. Le décret prévoit en effet une baisse de 2,2 Milliards d'euros pour la seule mission "*Écologie, développement et mobilité durables*", qui supporte à elle seule 22% du coup de rabot. Adieu les espoirs de toute une génération !

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES ET PARTICULIÈREMENT NÉCESSAIRES À NOTRE TEMPS

Depuis le 1er quinquennat Macron, les gouvernements successifs ont mis en œuvre un **florilège de mesures fiscales** au profit des plus riches : *suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, diminution des impôts de production pour les entreprises, mise en place du prélèvement forfaitaire unique, suppression de la taxe d'habitation*. Chaque année, entre 150 et 200 milliards sont attribuées aux entreprises sans contrepartie ; les dividendes versés aux actionnaires explosent et les riches s'enrichissent toujours plus !

Une révolution fiscale, financière et budgétaire devient urgente et exige déjà de :

- Augmenter la fiscalité des grandes entreprises et des contribuables les plus fortunés, au profit des ménages les plus modestes, des collectivités locales et des services publics ;
- Lutter contre la fraude fiscale (chaque année, près de 100 milliards d'euros) ;
- Conditionner les aides publiques aux entreprises (près de 200 milliards).

Dans un tel contexte, la CGT revendique pour la Fonction Publique :

- **La revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation et le rattrapage des pertes cumulées de pouvoir d'achat**
- **L'égalité salariale et professionnelle immédiate entre les femmes et les hommes**
- **Le déblocage des carrières et de leur déroulement par la refonte des grilles indiciaires**
- **La revalorisation des pensions de retraite de la Fonction publique**
- **La résorption de la précarité par la création d'emplois titulaires, la titularisation des contractuel·les et la CDisation des CDD**
- **L'amélioration des conditions et des environnements de travail, la protection de la santé, au plus près des réalités professionnelles.**

Ensemble, personnels titulaires et contractuels, en se mobilisant par tous moyens y compris la grève, mettons un terme à cette campagne de dévalorisation de la Fonction Publique et refusons de subir une année blanche en matière salariale !